

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 15 SEPTEMBRE
2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE NOREA

7 Avenue Jean Joxé
CS 20248
Cedex 1
49000 Angers

UD35/2025-368
Code AIOT : 0005506793

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2024 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE NOREA implanté ZI de la Rouillais Rue Emile Deshayes 35420 Louvigné-du-Désert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE NOREA
- ZI de la Rouillais Rue Emile Deshayes 35420 Louvigné-du-Désert
- Code AIOT : 0005506793
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est spécialisée dans la préparation de recettes pour animaux (céréales)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.1.3	Sans objet
5	Rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 4.4	Sans objet
6	Zones de danger	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe I Article 13.1	Sans objet
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 4.2	Sans objet
4	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 4.5.3	Sans objet
7	Permis feu	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.1.8	Sans objet
8	Détecteurs	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.1.9	Sans objet
9	Lutte contre incendie	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il s'agit d'un site ancien spécialisé dans un secteur d'activité en difficulté, une attention particulière est demandée sur les sujets environnementaux et en particulier les sujets risques, une priorisation de ces derniers est nécessaire pour garantir la sécurité de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe I Article 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion du bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des émissions sonores ; - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.
<p>Constats :</p> <p>La plainte d'un riverain a initié une campagne de mesures qui a mis en exergue des dépassements. Depuis l'exploitant a veillé à limiter l'impact sonore de son exploitation par des mesures organisationnelles, le plaignant a reconnu une efficacité toutefois aucune nouvelle campagne n'a permis de corroborer ses propos.</p> <p>Une nouvelle campagne de mesures est cependant prévue en 2025</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant transmettra les conclusions de la campagne de mesures ainsi que l'éventuel plan d'action en cas de dépassements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Résultats des contrôles périodiques
Prescription contrôlée : Le matériel électrique basse tension est conforme à la norme NFC 15.100. Le matériel électrique haute tension est conforme aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200. Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles de l'art. En outre, les installations électriques utilisées dans les zones I et II sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 - JO. du 30 avril 1980). Elles sont protégées contre les chocs. (...) Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement (au moins une fois par an) contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Les rapports Q18 et Q19 ont été présentés. Plusieurs observations apparaissent sur chacun dont certaines récurrentes pour le Q18. L'exploitant justifie cette situation par la nécessité d'arrêter le process pour mettre en place les mesures curatives, un arrêt est prévu en octobre et permettra de tout solder. Le suivi des actions issues des organismes extérieurs est réalisé via un fichier excel qui ne permet pas d'identifier les priorités données à certaines actions relevant de la sécurité du site. L'exploitant explique qu'un logiciel de GMAO est en cours d'acquisition pour pallier à ce problème.
Observations : L'exploitant fera réaliser un nouveau contrôle des installations électriques et de la thermographie au cours du premier trimestre 2025, il transmettra les rapports à l'inspection et l'éventuel plan d'action associé en cas d'observation. Le fichier de suivi indiquera les priorités à mettre en œuvre pour des raisons de sécurité, des délais de mise en œuvre seront présentés, délais qui généreront une action en cas de dépassement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements en forage
Prescription contrôlée : Le forage en nappe présente un débit horaire maximal de 6m ³ /h Et un volume journalier maximal de 50 m ³
Constats : Le relevé des compteurs est réalisé mensuellement, plusieurs compteurs sont présents sur le site, au niveau du forage pour le respect du volume prélevé prescrit et au niveau de chaque poste de consommation. Des mesures de vérification des postes de consommation sont prévues en cas de dépassement, notamment sur la recherche des fuites. Les relevés présentés sur l'année écoulée n'indiquent pas de dépassements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 4.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est recueilli dans un bassin de confinement. Le volume de ce bassin est au moins de 200 m ³ . Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.
Constats : Le bassin de rétention des eaux d'extinction est en place, sans présence d'eaux pluviales. La vanne de confinement a fait l'objet d'un test manuel au cours de l'inspection, ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Au droit des rejets, les caractéristiques des eaux doivent respecter les valeurs limites ci-après : pH compris entre 5.5 et 8.5 Hydrocarbures totaux : < 10mg/l DCO : < 125mg/l MES : < 100mg/l
Constats : Le dernier rapport de mesures de la qualité des eaux pluviales date du 28 décembre 2023, l'ensemble des paramètres mesurés respectent les VLE. Toutefois, l'exploitant attire l'attention de l'inspection sur le fait qu'une seule partie des eaux de voirie sont traitées et qu'une autre partie part directement dans le réseau des eaux pluviales de la commune.
Observations : L'exploitant mettra en place un déboureur/deshuileur sur les rejets de l'ensemble des eaux de voiries issues de son établissement. Le devis sera transmis dans le mois qui suit la transmission du présent rapport et le PV de mise en œuvre sera communiqué à l'inspection au cours du premier semestre 2026.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Zones de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zone de danger
Prescription contrôlée : L'exploitant définit, sous sa responsabilité, deux types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion : Un zone de type I : zone à atmosphère explosive permanente ou semi permanente. Une zone de type II : Zone à atmosphère explosive, épisodique, de faible fréquence et de faible durée.
Constats : Le zonage présenté par l'exploitant nécessite d'être revu compte tenu des évolutions issues des investissements réalisés depuis 2010.
Observations : L'exploitant redéfinira les zones de danger du site, il veillera à mettre en place : <ul style="list-style-type: none">• les consignes en lien avec les dangers de chaque zone• les précautions à prendre en cas d'intervention• la compatibilité du matériel utilisé dans les zones concernées Il communiquera le zonage et le plan d'action associé dans le mois qui suit la transmission du présent rapport à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu
Prescription contrôlée : Dans les zones de dangers, tous les travaux de réparation ou d'entretien sortant du domaine de l'entretien courant ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis feu, dûment signé par l'exploitant. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis feu. Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à disposition des agents effectuant les travaux.
Constats : Le registre des interventions nécessitant un permis feu a été présenté, l'ensemble des points attendus s'y trouvent (nature de l'intervention, durée, risques engendrés, mesures compensatoires mises en place) toutefois le contrôle à faire 2h après l'intervention n'est pas renseigné.
Observations : L'exploitant veillera à systématiser le contrôle réalisé 2h après une intervention nécessitant un permis feu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de situation anormale
Prescription contrôlée : Les installations susceptibles de créer un danger particulier par suite d'élévation anormale de température ou de pression, sont équipées de détecteurs appropriés qui déclenchent une alarme au tableau de commande de celles-ci. Des consignes particulières définissent les mesures à prendre en cas de déclenchement des alarmes
Constats : Les détecteurs de température sont directement reliés à la centrale de détection qui alerte en cas de dépassement. Le registre des dépassements a été présenté, ces derniers font l'objet d'un suivi via le fichier évoqué au point de contrôle 2, aucune observation n'est en cours sur ce sujet le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le SDIS, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus, a minima : 3 PI normalisés de 100 mm de diamètre susceptibles de fonctionner simultanément et d'assurer ainsi un débit $\geq 180\text{m}^3/\text{h}$ Un réseau de RIA susceptible de couvrir l'ensemble de l'établissement. Un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus Des exutoires de fumées, doublés de commandes manuelles, en partie haute de l'établissement.
Constats : Les derniers tests réalisés sur les poteaux incendie datent de 2020 et étaient incomplets, un test sur les 3 poteaux est prévu en 2025 et notamment la simultanéité de débit imposée. Les exutoires de fumées sont contrôlés annuellement, les conclusions des rapports de 2024 ne font pas apparaître d'observation. Enfin, il n'y a pas de RIA sur site, ce point est jugé comme étant une erreur de rédaction de la part de l'exploitant. L'étude de danger remise en 2017 par l'exploitant n'y fait pas référence et met en exergue une adéquation des moyens présents avec le risque présent sur site. Une mise à jour des prescriptions est donc nécessaire.
Observations : L'exploitant communiquera à l'inspection les conclusions des tests de débit sur les poteaux incendie dès réception. En cas d'insuffisance, il proposera des solutions compensatoires avec un plan d'action de mise en œuvre dont les délais n'excéderont pas le premier semestre 2026.
Type de suites proposées : Susceptible de suite